ASR 2018 POUR NOUS, C'EST TOUJOURS NON !

Depuis maintenant plusieurs semaines l'intersyndicale et les agents de notre département s'opposent au projet de restructuration lancé par notre directeur.

Les mouvements de grève sur les différents sites du département, suivis massivement par les agents touchés par les restructurations avec le soutien des autres collègues, ont démontré notre détermination mais aussi notre capacité à proposer d'autres alternatives plus cohérentes pour le service public et pour les agents de la DDFIP de l'Eure.

Les différentes audiences avec le préfet, la directrice interrégionale, et le directeur n'ont pas permis aux représentants des personnels à ce jour, d'entrevoir des avancées favorables pour les agents si ce n'est sur des sujets mineurs. La balle est dans leur camp !

Nos différentes demandes restent à ce jour sans réponse, parmi elles figurent :

- La création d'antennes SIE avec réception du public, à Verneuil et Bernay au TAGERFIP, avec des emplois FIPRO
- La suspension de la fusion des SIP d'Evreux dans l'attente d'une expertise démontrant la capacité de l'immeuble de Politzer à accueillir l'ensemble des services concernés par l'ASR : SIP Nord, PCE, PCR, SIE de Verneuil.
- Concernant les PCE et PCR, outre le travail à distance, la conservation d'une antenne à Pont Audemer qui, en attendant les départs, pourrait répondre aux problématiques de déplacements les plus importants.

Le 23, jour du Comité Technique de Réseau, sera également une grande journée d'action nationale à la DGFIP.

Les OS Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques condamnent les orientations de la DGFIP qui continuent de s'attaquer à nos rémunérations, à nos carrières et à nos règles de gestion.

Ainsi, le Groupe de Travail Mutations constitue un véritable recul sur nos droits et garanties : la DG souhaite que l'affectation se fasse au département (sans aucune mention de RAN ou de mission-structure) avec d'abord un mouvement « interne » pour les collègues déjà dans le département puis dans un second temps un mouvement qui ne concernerait que les seules arrivées, c'est la fin du principe de l'ancienneté administrative. La DG va ramener le délai de séjour de un à deux ans minimum et à trois ans pour une première affectation. Le mouvement de mutation complémentaire pour la catégorie C va être supprimé.

Ces attaques sur le droit à mutation mises en perspective avec les fermetures de postes, les restructurations des services font craindre le pire aux agents en termes de mobilité imposée.

Ajoutons à cela la fin des services RH dans nos départements, avec la création entre juin 2018 et le 1^{er} janvier 2019 des Centres de Services des Ressources Humaines. La gestion RH locale de proximité se verrait maintenue avec un seuil de 2 équivalents temps plein !

Pour 2018, année dite de pause, ce sont 1650 suppressions d'emplois qui viendront couronner cet ensemble de régressions sociales !

Pour l'Eure les chiffres sont tombés, 25 emplois (contre 15 déjà l'année dernière), disparaîtront le 1er septembre prochain se déclinant ainsi :

- 15 C

- 8 B

- 2 IDIV

C'est une aubaine pour la direction qui pourra dans le cadre de l'ASR supprimer des emplois dans les nouveaux services restructurés !

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques 27 et CGT Finances Publiques 27 appellent donc l'ensemble des personnels à se mobiliser par une journée de grève le 23 novembre prochain et par un rassemblement à 10H à Evreux devant la cité administrative.

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Mutations : Un recul complet et total de nos droits et garanties!](#)

[ASR / Restructurations : on dit NON !](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank